

# **"L'ECONOMIE MONDE" COMME CADRE D'ANALYSE**

Gérard KEBABDJIAN  
Professeur de Sciences Economiques  
Université Paris 8

## **1. Quelle "grille de lecture" de l'économie monde" ?**

Les problèmes économiques, politiques, sociaux et écologiques ont pris une dimension mondiale et sont devenus interdépendants au plan des économies nationales. L'idée est aujourd'hui une idée reçue. Pourquoi ? La mondialisation a-t-elle fait un saut qualitatif tel que les conditions se sont réellement modifiées ou s'agit-il d'un changement dans les représentations collectives ? Même si historiquement l'économie a constitué le vecteur de la mondialisation, il est aujourd'hui difficile de faire la part des choses car un grand nombre de dimensions participent du processus, d'où la complexité de l'analyse. Pris au piège de l'interdisciplinarité, l'analyse économique du système monde doit trouver un stratagème pour ne pas rester bloqué face à une impasse épistémologique.

La prise en compte de la mondialisation et de l'interdépendance peut se faire pragmatiquement sans attendre une hypothétique "théorie générale des systèmes". Le pragmatisme veut dire deux choses : faire reposer la réflexion sur les problèmes de l'économie mondiale ; chercher à les analyser en utilisant les théories locales pour ce qu'elles sont, des instruments de dégrossissage, au service d'un "art", l'art de l'interprétation, donc mobiliser une propriété atrophiée chez les économistes : la capacité de jugement. Le domaine que l'on peut prendre pour exemple est celui de la "macroéconomie mondiale". Le domaine d'analyse est relativement nouveau et soulève des problèmes considérables tant du point de vue théorique que du point de vue des enjeux de politiques économiques. On peut citer comme problèmes macroéconomiques ayant une dimension d'emblée "mondiale": les

niveaux élevés des taux d'intérêt ; les déséquilibres géoéconomiques de balance des paiements ; l'endettement international (des pays en développement et des Etats-Unis) ; la récession mondiale et la question du chômage ; les politiques d'austérité compétitive ; la pauvreté et la crise du développement ; "l'instabilité" du change et le retour récurrent des mouvements spéculatifs sur les monnaies.

Ces problèmes ne peuvent être convenablement traités à l'aide de la simple application des principes d'analyse de l'économie pure et des modèles économétriques. Une exploration complète exige de prendre en compte "l'ordre économique mondial" dans lequel s'inscrivent les déséquilibres macroéconomiques internationaux. Cette inscription fait intervenir les idées d'organisation (institutions et règles), de pouvoir (domination/légitimation), et de configurations de rapports de forces (hégémonie, leadership, empire,...). Ces notions sont à construire *comme outils d'analyse*.

Le travail de construction peut tirer un grand parti du chemin déjà tracé par Braudel et Wallerstein, et que Beaud a développé en utilisant certaines idées économiques de Marx et de Perroux. Le chemin ouvert demande cependant à être poursuivi pour aboutir à des instruments d'analyse opératoire du point de vue de *l'analyse économique*. Quelques explications sont nécessaires.

Lorsque Braudel ou Wallerstein introduisent des notions comme celles de système-monde (économie-monde) ou de worldsystem, c'est pour désigner que certains processus ne sont intelligibles qu'à l'échelle du monde. Il ne me semble pas que ces auteurs prétendent traiter du monde en tant que système ou construire une méta-théorie des économies monde. Cette démarche n'est pas déraisonnable compte tenu de l'option essentiellement historico-descriptive de ces auteurs. Autant dire pour éviter tout malentendu que c'est précisément cette option qui fait l'intérêt de leurs travaux. Il reste que certains problèmes cruciaux ne sont pas posés. Le traitement de ces problèmes implique de mobiliser des instruments d'analyse construits dans d'autres domaines que l'histoire.

L'identification des questions économiques suggérées par l'approche en terme d'économie-monde est relativement aisée ;

elles soulèvent toutes de redoutables difficultés sur un plan méthodologique. J'énoncerai les principales de la façon suivante :

- Pourquoi l'économie mondiale (une économie-monde) a-t-elle eu, et a-t-elle encore, besoin d'un ordre (ou si l'on veut d'une organisation), pourquoi le simple déploiement des relations marchandes capitalistes ne suffit pas à créer un ordre spontané et à constituer un système-monde stable ?
- En quoi consiste cet ordre (ou le désordre), quels en sont les éléments constitutifs ?
- Y-a-t-il des raisons autres que la simple contingence historique qui explique que l'économie mondiale se trouve, et s'est trouvée, organisée autour, et par, un "centre" ? Un monde multipolaire (la "triade" par exemple) correspond-t-il à un système économiquement viable (c'est-à-dire à une structure stable) ?
- Comment caractériser l'ordre issu de la seconde guerre mondiale et l'état actuel de l'économie-monde ?

Répondre à ces questions implique un détour par la philosophie et la science politique. Le détour présente un caractère productif car, s'il est un domaine où les qualificatifs de *philosophie* économique et d'économie *politique* gardent encore un sens et une vertu analytique, c'est bien l'économie mondiale.

Si je devais définir ma "grille de lecture de l'économie monde" comme nous y invite l'initiative du GEMDEV dans laquelle prend place cette contribution, je dirais que ma manière de voir est une "approche". Le caractère diffus du terme "approche" traduit bien les implications méthodologiques qui me semblent aujourd'hui heuristiques. "L'approche" peut s'énoncer de la façon suivante : il existe des questions d'économie, des questions "sociétales", des questions de politique, des questions d'écologie. Au lieu de poursuivre la chimère de l'unité abstraite des sciences sociales, procédons à l'envers, tirons les conséquences extrêmes de la division disciplinaire : que chacun, dans sa discipline, cherche à aller le plus loin possible dans l'exploration de son champ pour atteindre les frontières et les lignes de contact avec les autres disciplines. Autrement dit, reconstituons l'unité de façon pragmatique, en fonction des besoins de l'analyse.

Au plan du "système monde", les interrogations abondent : pauvreté dans le monde, pollution, intégrisme religieux, guerres, chômage, spéculation monétaire, etc... Je réserverai

personnellement une place toute spéciale aux conflits économiques entre Etats-nations civilisés pour lesquels l'économie est devenue la conduite de la politique de puissance par d'autres moyens. Nous pourrions tous faire une liste très longue, voire exhaustive, des problèmes du monde contemporain.

Le constat qui s'impose à beaucoup d'entre nous est que les ensembles homogènes de questions, d'économie par exemple, ne peuvent être convenablement traitées sans faire intervenir d'autres dimensions et d'autres interrogations. Faire de la bonne économie mondiale aujourd'hui veut dire ne pas se limiter à l'économie, intégrer notamment les dimensions socio-politiques de lutte pour l'hégémonie, le poids des classes moyennes dans les pays riches ... Je pense que la tâche de construire des ensembles de généralisations reconnues et stables n'est pas aujourd'hui très pertinente en "sciences sociales", sauf à adhérer à une conception très étroite de l'explication ou de la compréhension. En revanche, il existe des ensembles de techniques et de théories *locales* extrêmement précieuses car éprouvées.

Leur validité est soumise à une condition de divisibilité du "tout" en champs autonomes. Ces champs sont pour moi l'économie, le politique, le social, l'écologie. L'hypothèse implicite est la suivante : un champ forme un ensemble cohérent -et donc isolable- lorsqu'il autoproduit son sens, c'est-à-dire lorsque les moyens et les fins se confondent, ou encore, dans le langage archéo-marxiste, lorsque le champ est susceptible de reproduction (il forme un circuit, un processus d'auto-engendrement). L'hypothèse est, *jusqu'à un certain point*, heuristique pour l'économie (l'économie fonctionne à l'intérêt comme moyen et comme fin ; l'économie capitaliste "fonctionne au profit"), le politique ("qui fonctionne au pouvoir"), le social ("qui fonctionne à la communication"), l'écologie ("qui fonctionne aux processus naturels"). A l'opposé, le militaire, par exemple, n'est pas un champ (Klausewitz). Les théories locales servent à poser les bonnes questions non à les résoudre. Dans un domaine tel que l'économie, les bonnes questions sont relatives aux intérêts (théorie néo-classique et théorie des jeux), au pouvoir (Foucault en donne une théorie locale excellente) et à la légitimation (Bourdieu idem).

"L'approche" consiste donc à traiter les problèmes économiques du "système monde" en bricolant avec des modèles

économiques (stricto sensu), les idées de puissance (terme consacré pour désigner la question du pouvoir à l'échelle internationale ou mondiale) et de légitimité. Cette "grille de lecture" de l'économie monde tient par conséquent en trois équations.

Equation 1 : théorie économique = théorie néo-classique+  $\epsilon$

Equation 2 : grille de lecture de l'économie monde = théorie néo-classique + lutte pour la puissance + conflits de légitimité, le tout dans une configuration de rapports de forces

Equation 3 : source d'inspiration de l'art du bricolage = économie historique = Braudel+Wallerstein+Beaud

## **2. Quelles tendances principales dans les années 90 ?**

La configuration des déséquilibres à laquelle se trouve confrontée l'économie mondiale constitue les défis des dix prochaines années. La conjoncture macroéconomique sera fondamentalement commandée par les réponses (quelles qu'elles soient) qui seront apportées à un ensemble de problèmes connus. Ces problèmes (niveau élevé des taux d'intérêt, absence de coordination des politiques monétaires, "instabilité" des changes, ...), contrairement à une idée reçue, sont le produit d'une histoire récente (les vingt dernières années). L'évolution dépendra pour une large part de trois questions stratégiques.

### *1) Unification ou/et fractionnement ?*

Peut-on, espérer voir s'estomper la division du monde entre pays riches et pays pauvres dans les années 90 ? On doit malheureusement craindre que non, car le renversement de tendance implique une période de latence importante dans l'efficacité des politiques susceptibles d'infléchir les tendances actuelles. Or ces dernières ne sont ni engagées ni réellement en discussion au plan décisionnel. Au contraire, un grand nombre de choix conduisent à consolider cette division (l'Europe de Maastricht, par exemple), à tenir pour acquis cette division et à gérer les débordements lorsqu'ils se produisent (interventions militaires).

Cette option ne peut constituer une solution d'avenir en raison des régulations qui trouveront, qu'on le veuille ou non, à s'imposer. Les données démographiques sont ici essentielles. On doit partir dans l'analyse de l'inscription géographique de la dynamique future des rapports Nord-Sud. Ceux-ci n'ont pas grand sens si on les pose de façon indéterminée au plan planétaire, sauf pour le traitement d'un nombre limité de questions (endettement et questions financières par exemple). L'évolution des rapports Nord-Sud est pour une large part commandée par une logique "zonale" : relations Europe-Afrique (et même sous-zonale : bassin méditerranéen, avec une Afrique australe qui tend à acquérir un ancrage non européen) ; relations Amérique du Nord-Amérique centrale et du Sud ; relations en Asie au sein de diverses zones d'intégration centrées autour du Japon (l'EAEC, East Asia Economic Caucus, créé au début de 1992, affiche notamment de grandes ambitions). Le raisonnement est maintenant le suivant. Soit les pays en développement présentent un intérêt économique pour les investissements de la partie développée de la "zone", et alors, sous l'hypothèse d'une relance mondiale concertée, une croissance et une insertion dans le marché mondial, via la "zone consolidée" d'appartenance, est possible. Soit le pays ne présente aucun attrait du point de vue de la rationalité économique, c'est-à-dire de la rentabilité des capitaux investis. C'est par exemple le cas pour le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest qui n'offrent qu'un intérêt économique médiocre pour l'Europe. Il est illusoire de penser que le statu quo pourra se maintenir très longtemps. L'équilibre du différentiel de richesse est instable dans le monde ouvert de la mondialisation (télécommunications). La régulation doit se faire. Si elle ne se fait pas par les flux économiques, elle se fera par les flux d'hommes. Les intérêts de l'Europe ne sont pas de regarder au Sud seulement pour se prémunir contre l'invasion des "nouveaux barbares", mais parce que la baisse de la population européenne et son vieillissement accélérée au 21<sup>ème</sup> siècle vont poser d'immenses problèmes économiques et sociaux (financement des retraites, problèmes d'emploi, ...), problèmes que l'on ne peut espérer résoudre sans immigration sauf à revenir de façon massive sur les "acquis sociaux" (cf les articles d'Economie et Statistiques, qui ont été soigneusement étouffés). Le défi de cette décennie est, sans doute, de préparer socialement et politiquement la société

européenne à un inévitable mouvement de population, en sorte que la transition puisse se faire en douceur.

Entre pays riches, les possibilités sont contradictoires car il faut tenir compte de la multidimensionalité des relations. Il est peu probable que la "globalisation financière" (qui est une mondialisation des riches) donne lieu à une re-segmentation. Sur le plan commercial, on devrait, dans l'ensemble, assister à un renforcement du protectionnisme compte tenu des options du Président Clinton, c'est-à-dire des classes moyennes américaines, qui sont ici absolument décisives pour l'avenir du monde. De même, tout porte à croire qu'en Asie, la logique zonale se renforcera. Donc, à la différence de la dimension financière, la polarisation des échanges sur trois blocs devrait se renforcer. Concernant, l'intégration économique, les évolutions sont encore différentes. Les choix américains font que l'ALENA ne sera pas une communauté économique avec intégration des politiques économiques : Union douanière au mieux. En Europe les résultats des référendums, des élections et des sondages jettent un doute sérieux sur un renforcement de l'intégration sauf, peut-être, si les ensembles d'intégration sont appelés à se redéfinir. Globalement, en Europe, les pays du Nord sont "contre" l'intégration européenne, les pays du Sud sont "pour". L'Europe est en tout cas à la croisée des chemins et il est très difficile de prédire les tendances qui vont prévaloir. Pour l'Asie, les initiatives japonaises pourraient aller très loin dans le sens de l'intégration.

Concernant les politiques macroéconomiques, aucun élément ne permet de penser que la dynamique actuelle va se renverser : le fractionnement (la non coordination et l'utilisation "compétitive" des politiques macroéconomiques, politiques d'austérité) devrait donc s'accroître, avec une coordination seulement ponctuelle au "coup par coup" lorsque les intérêts de tous les Grands convergent. Concernant enfin les politiques de protection de l'environnement à l'échelle planétaire, on peut être quasi certain qu'elles ne verront pas le jour à échéance rapprochée. Le blocage tient à des raisons de fond, c'est-à-dire à des questions d'intérêt. Les choix collectifs sont voués à l'échec du fait de l'absence d'un gouvernement mondial (problème théorique bien connu du "passager clandestin" qui interdit une approche démocratique pure, cf Rio), et du fait que le leader, les Etats-Unis, seul pays pouvant tenir lieu (par délégation)

de gouvernement universel a des intérêts non directement mis en cause par les problèmes écologiques planétaires.

## 2) *Croissance, stagnations et/ou évolutions divergentes ?*

C'est là une question centrale et difficile. On peut dire que le processus de mondialisation et d'interdépendance croissante des conjonctures nationales a atteint un tel degré d'avancement que la reprise de la croissance ne peut être aujourd'hui que mondiale. La croissance dans les pays en développement a pour condition permissive (elle ne suffit évidemment pas) une croissance mondiale. Cette dernière dépend fondamentalement des pays riches, plus précisément de la concertation des politiques macroéconomiques (peu probable) ou de la réorientation de la politique américaine dans le sens d'une relance (pas impossible). Dans ce dernier cas, il n'est pas évident que l'Europe en profite réellement, notamment sur le plan de l'emploi. Le scénario qui s'est joué durant une partie de la décennie passée peut se reproduire : croissance américaine forte et croissance modérée en Europe. De même, pour les pays en développement. L'éclatement du Tiers monde fait que les situations sont très hétérogènes. De plus, l'adoption ou non de politiques d'ajustement, la manière dont le pays a réagi aux thérapeutiques administrées différencient grandement les situations. Au total, il existe une capacité très variable, souvent même nulle, à tirer partie des potentialités de croissance si un retournement durable se produisait dans la conjoncture mondiale. L'évolution divergente paraît donc probable.

## 3) *Creusement ou atténuation des inégalités*

Après la faillite du communisme et le dépérissement des vieilles idées socialistes, le capitalisme semble avoir gagné la partie. Le monde entier aspire, à quelques exceptions près, au même modèle social à trois étages en vigueur dans les pays développés. Une mince couche de privilégiés qui maîtrisent les circuits de la mondialité et dont le pouvoir repose fondamentalement sur la propriété de "l'information", de larges classes moyennes consommatrices, une substantielle couche d'exclus (chômeurs de longue durée, salariés à statut précaire, à temps partiel, salariés à

statut dans les basses qualifications, ...). L'existence de cette classe de déshérités est socialement acceptée par l'ensemble de la société. Son intégration passerait par une baisse du niveau de vie des classes moyennes. Comme elles sont majoritaires et que les sociétés dans lesquelles nous vivons sont démocratiques, on voit difficilement comment les inégalités pourraient se réduire sans un changement radical de philosophie sociale. Un exemple : le chômage. Lorsqu'une entreprise est en difficulté pour des raisons de rentabilité et que se pose le dilemme entre diminuer les salaires ou "dégraissier" les effectifs, il n'y a que des cas rarissimes où les salariés n'aient pas choisi l'option consistant à licencier avec plan social à la clé. Quand s'est posé le problème de la diminution du temps de travail pour résorber le chômage (donc avec compensation salariale pour des raisons économiques évidentes), la société a globalement refusé le partage du travail, c'est-à-dire le partage des revenus. Lutter contre les inégalités implique aujourd'hui une revalorisation de la fonction du politique dans la société. Cette renaissance est hautement problématique.